



CONVENTION DE REVERSEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BÂTIES PERCUE SUR LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Commune de **xxxxxx**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230207-2023-026-2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/02/2023

Publication : 10/02/2023

Le Maire, Gérard Forcada



TABLE DES MATIERES

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION	3
ARTICLE 2 : PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 3 : ASSIETTE MISE EN REPARTITION	4
ARTICLE 4 : CALCUL DU REVERSEMENT	4
ARTICLE 5 : MODALITES DE REVERSEMENT	5
ARTICLE 6 : CORRECTION DES POTENTIELS FISCAUX	5
ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE	5
ARTICLE 8 : INTEGRITE DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 9 :LITIGES	6

ENTRE,

La **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES REGION LEZIGNANAISE CORBIERES MINERVOIS**, dont le siège est 48 avenue Charles Cros, représentée par son Président **Monsieur André HERNANDEZ**, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire du **XXXX**

Ci-après « la CCRLCM » d'une part,

La **COMMUNE** de **XXXX**, ayant son siège
.....
.....r représentée par son Maire **Monsieur XXXX**, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du **XXXX**

Ci-après dénommée « la Commune » d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

En application des articles 11 et 29 de la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les groupements de communes, les syndicats mixtes créant ou gérant une zone d'activités économiques (ZAE) et leurs communes membres peuvent conclure des accords de partage de fiscalité, afin d'organiser le partage des ressources fiscales issues des ZAE communautaires.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

Sur les ZAE, les communes membres de CCRLCM perçoivent des recettes fiscales liées à l'activité communautaire sur leur territoire. Il s'agit du produit des taxes foncières acquittées par les entreprises installées sur ces zones d'activités.

L'article 29 de la loi du 10 janvier 1980 prévoit la possibilité de mettre en œuvre, au profit d'un EPCI, des reversements de tout ou partie des taxes foncières communales issues de zones d'activités créées, gérées, réaménagées par l'EPCI :

« Lorsqu'un groupement de communes [...] crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement [...] par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement [...] et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques. Si la taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue par une seule commune sur laquelle est implanté le bien, les communes membres du groupement de communes pourront passer une convention pour répartir entre elles tout ou partie de la part communale de cette taxe. »

L'objet de la présente convention, établie en vertu des dispositions de l'article 29 de la loi du 10 janvier 1980, est d'organiser le partage de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par les communes membres pour toute implantation nouvelle et toute extension d'entreprises dans les zones actuellement gérées par la CCRLCM comme dans les extensions à venir ou les ZAE que la CCRLCM créera dans le futur.

ARTICLE 2 : PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à toutes les ZAE. Les zones concernées comprennent les parcelles intégrées dans les zones d'activités communautaires, ainsi que celles qui pourraient être issues des parcelles mères lorsque ces dernières sont susceptibles de faire l'objet d'une division et d'un changement de références cadastrales. Les modifications de périmètre, extensions et créations postérieures à la présente convention sont automatiquement intégrées au périmètre de la convention.

ARTICLE 3 : ASSIETTE MISE EN REPARTITION

Il est convenu que les produits supplémentaires de taxe foncière sur les propriétés bâties situées sur les ZAE sont répartis de la façon suivante :

- 50% reversés à la CCRLCM,
- 50% conservés par la Commune

Les produits supplémentaires perçus sont consécutifs à toute majoration des valeurs locatives, constructions nouvelles, extension, aménagements, revalorisation. Les données utilisées sont les dernières communiquées par les services fiscaux et préfectoraux.

ARTICLE 4 : CALCUL DU REVERSEMENT

Pour le foncier bâti, le produit communal de référence est celui perçu en 2022.

Chaque année, pour le foncier bâti, la commune verse à la CCRLCM **50%** du produit supplémentaire par rapport au produit perçu en 2022.

Cependant, il est nécessaire de neutraliser l'ancien taux départemental de foncier bâti (30,69%) qui a été transféré aux communes en compensation de la suppression de la taxe d'habitation en 2021. Il est donc également appliqué **un coefficient de neutralisation (C_N)** calculé comme suit :

Coefficient de neutralisation (C_N) = (Taux communal de TFB voté en année N en % - 30,69%) / taux communal de TFB voté en année N en %

In fine, le produit de TFB communal reversé annuellement par la commune à la CCRLCM au titre de l'année N (R_N) est calculé selon la formule suivante :

$$R_N = 50\% * (P_N * C_N - P_{2022} * C_{2022})$$

P_N = Produit foncier bâti communal en année N

C_N = coefficient de neutralisation en année N de la redescende de la part départementale
= (taux FB communal N en % – 30,69%) / taux FB communal N en %

P_{2022} = Produit foncier bâti communal en année 2022

C_{2022} = coefficient de neutralisation en année 2022 de la redescende de la part départementale
= (taux FB communal 2022 en % – 30,69%) / taux FB communal 2022 en % Toute

variation négative est neutralisée.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REVERSEMENT

Chaque année, un état de versement sera établi par les services de la CCRLCM, à partir des derniers rôles fiscaux disponibles. La CCRLCM émettra alors l'avis des sommes à payer correspondant.

ARTICLE 6 : CORRECTION DES POTENTIELS FISCAUX

En application des dispositions de l'article 29 de la loi du 10 janvier 1980, le potentiel fiscal de la commune et de la CCRLCM sera corrigé pour tenir compte des reversements de fiscalité effectués.

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature avec l'année 2022 comme base de référence. Elle est établie pour une durée indéterminée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Elle pourra être modifiée par avenant, accepté par les parties.

ARTICLE 8 : INTEGRITE DE LA CONVENTION

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucun document ne peut engendrer d'obligation, au titre des présentes s'il n'est pas l'objet d'un avenant signé des parties, dûment habilitées par leurs organes délibérants.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux, le XXXXXXX

Pour la CCRLCM,

André HERNANDEZ

Pour la commune,

Le Maire, XXXXXXX